Afin « d améliorer la décentralisation et le fonctionnement des collectivités locales », le Sénat avait demandé à environ 500 000 élus de France (maires, conseillers généraux, municipaux, etc..) de répondre à un vaste questionnaire (12 pages et 80 questions) destiné « à définir leurs attentes et recueillir leurs propositions ».

Les résultats de cette enquête alimenteront les rencontres et débats qui auront lieu dans les départements, dans les régions, et à Paris les 4 et 5 octobre prochains.

Les premiers résultats sont publiés sur le site des Etats généraux de la démocratie territoriale du Sénat.

**Principaux enseignements :**

- Les élus locaux déclarent une grande satisfaction dans l exercice de leur mandat (70% d entre eux estiment que celui-ci leur apporte « beaucoup » de satisfaction), et voient avant tout leur mandat comme un engagement civique (88%).

- La situation législative et réglementaire actuelle (conditions de mise en oeuvre de l intercommunalité, de la décentralisation, modalités des différents scrutin) satisfait globalement les élus.

- La création d un élu unique pour le département et la région fait débat : 50% des élus locaux sont opposés à cette réforme.

- Pour autant, des attentes fortes émergent, et en particulier à l égard de l adoption d un statut de l élu rassemblant l ensemble des droits et obligations déterminés par la loi (89% jugent sa mise en place « indispensable » ou « utile »)

De la part de l Etat, les élus attendent soutien, conseils et sécurité, mais - aussi une meilleure prise en compte de leur pouvoir de décision et d'adaptation aux spécificités de leur territoire.

- Plus précisément, ils attendent davantage de concertation et de coordination, autant entre l Etat et les collectivités qu entre les collectivités elles-mêmes.

- Ils sont également en attente d un allègement de certaines contraintes législatives et réglementaires, en particulier en matière d urbanisme et de marchés publics.

- Dans les domaines les plus techniques (urbanisme, ingénierie), les élus aimeraient davantage pouvoir compter sur l intercommunalité pour mutualiser des moyens.

- Les ressources humaines sont également un domaine de préoccupation important, et notamment en termes de formation et de mutualisation des services et emplois

- Le principe de l expérimentation locale est plébiscité : une large majorité d élus approuve l idée de tester les réformes relatives aux collectivités territoriales avant de les généraliser.

- Les élus d outre-mer sont, pour leur part, demandeurs d une plus grande adaptation des contraintes à leurs réalités locales

*Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne* 

Cette enquête a permis de recueillir l'opinion de 17572 élus via le questionnaire en ligne et 1792 élus via le questionnaire papier, soit un total de 19364 élus.

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne